

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

**Il existe une priorité, l'emploi :** Il faut inverser les finalités économiques, les mettre au service de l'homme. Nous le démontrons : on peut créer des emplois, boucher les déficits, développer les acquis sociaux, préserver l'écologie à condition de ne pas brûler notre appareil productif sur l'autel de « l'argent-roi ». C'est cela **une politique de gauche.**

**Il existe des valeurs de gauche incontournables** à défendre :

- **Un enseignement** pour tous moderne, efficace, laïque et gratuit, y compris dans le supérieur, qui n'hypothèque pas le budget des familles comme le font les instituts privés actuels.
- **Les libertés** mises à mal par un patronat (y compris nationalisé) qui n'hésite pas à faire condamner par les tribunaux, comme des malfaiteurs, ceux qui mettent en échec ses objectifs.
- **Le droit de vivre au pays**, le refus de la désertification de l'Aveyron, décidée par Bruxelles, le « tout tourisme » sans avenir au mépris de nos paysans (PAC-GATT) et de nos entreprises.

**C'est pour cela que moi M. Guy DRILLIN**, conseiller d'Onet et du District du Grand Rodez, et mon suppléant **Alain PUECH**, l'un des « cinq » d'EDF, n'ont pas attendu ces élections pour œuvrer contre cette politique aberrante, leurs actions sont soutenues par la population.

**Nous ne sommes pas seuls, les communistes**, à lutter et à vouloir une autre politique. Sachant qu'avec la droite il y aurait encore aggravation et que le gouvernement socialiste a tourné le dos à ces valeurs de gauche, les électeurs sont nombreux à affirmer leur volonté de changement malgré leurs désillusions. Notre Parti, par contre, est le seul à proposer une politique neuve. C'est de la force qu'il représentera que se créeront de nouvelles possibilités de rassemblement.

**Il n'existera pas**, le 21 mars **de vote refuges du mécontentement** tels le vote écologiste ou chasse-pêche-tradition. Ces idées sont respectables et utiles mais les dirigeants nationaux n'ont pas hésité à soutenir la droite dans notre région et répètent à l'envie qu'ils sont prêts à gouverner avec elle ou avec n'importe quel gouvernement centriste dont vous faites déjà l'expérience.

**Seul, le vote communiste** sera donc utile pour affirmer, face à la résistible montée de la droite, votre réelle volonté de faire du neuf. C'est ainsi que nous le considérerons, sans nous l'approprier de façon exclusive.

Utiliser le vote communiste, sera voter à GAUCHE, ce sera vous donner les moyens d'une politique nouvelle pour votre pays.

Vu, les candidats.



**Guy DRILLIN**

50 ans - Professeur

Conseiller municipal à Onet le Château  
Conseiller du District du grand Rodez



**Alain PUECH**

40 ans - Agent EDF

Militant syndical

## **CANDIDATS DU RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE ET DE PROGRÈS**

présentés par le  
**Parti Communiste Français**

**POUR  
CHANGER DE POLITIQUE**



# LE 21 MARS

## POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE : C'EST POSSIBLE

### CRÉER DES EMPLOIS

Selon un rapport officiel, réduire de 1 % la durée du travail sans diminution de salaire permettrait de créer 500.000 emplois.

1.200 milliards de profits en 1992 ! C'est ce qu'ont réalisés les 150 premières entreprises françaises.

**...car d'immenses besoins sont à satisfaire**

**LOGEMENTS :** Bien des familles, des jeunes, attendent depuis des années. *Pour construire, il faut créer des emplois.*

**ENVIRONNEMENT :** On manque d'ouvriers, de techniciens, de chercheurs pour traiter les déchets industriels, ménagers, hospitaliers et les eaux usées et prévenir certains accidents. Il y a des filières nouvelles à créer. *Pour l'environnement il faut créer des emplois.*

**SERVICES PUBLICS :** Partout les directions n'ont qu'une règle : réduire les effectifs. Mais les machines ne remplaceront jamais le contact humain. *Pour répondre à l'attente des usagers, il faut créer des emplois.*

**...car de l'argent, il y en a :  
IL FAUT L'UTILISER AUTREMENT**

En France depuis 1992 les sommes brassées en Bourse ont été multipliées par 4,5 !

L'investissement productif créateur d'emploi recule de - 3 % en 1 an.

**SPÉCULER OU CRÉER DES EMPLOIS,  
IL FAUT CHOISIR**

### VIVRE MIEUX

**DE BONS SALAIRES  
POUR UNE BONNE  
ÉCONOMIE**

Augmenter les salaires mettrait en cause la « compétitivité » de nos entreprises ? Faux : les entreprises allemandes sont compétitives, et... en 1992 les coûts salariaux ont progressé trois fois plus en Allemagne qu'en France !

**LES PETITES ENTREPRISES** peuvent-elles augmenter les salaires ? Oui, en les protégeant contre les prélèvements que leur font subir les grandes banques, et avec une réforme de la fiscalité qui pèse sur elles.

**A NOTRE ÉPOQUE, UN SALAIRE MINIMUM MENSUEL A 7.500 F, CE SERAIT JUSTICE.** On peut avancer dans cette voie : éliminer la pratique des salaires inférieurs au SMIC ; relever prioritairement les bas et moyens salaires ; indexer les salaires sur les prix. A travail égal, salaire égal.

**POUR FINANCER ET AUGMENTER LE RMI**  
Multiplier par quatre l'impôt sur les grandes fortunes.  
Il n'en coûterait aux milliardaires que 1 % de leurs fortunes !

100.000  
emplois créés =  
7 milliards de plus  
pour la Sécurité Sociale

1 % d'augmentation  
des salaires =  
9 milliards de plus

Passer les  
revenus financiers  
aux mêmes taux  
que les cotisations  
retenues aux  
salariés = 65 milliards

**POUR LA  
SÉCURITÉ SOCIALE**  
les moyens existent  
pour que la  
Sécurité Sociale  
retrouve pleinement  
sa vocation  
à assurer les droits  
à la santé,  
à une retraite décente,  
à une bonne politique  
familiale.

### ASSEMBLÉE NATIONALE QUELQUES VOTES IMPORTANTES

**Séance du 22 décembre 1989  
AMNISTIE DES AUTEURS  
DE FAUSSES FACTURES**

- Pour l'adoption : 277 (dont 272 socialistes).
- Contre : 27 communistes et 1 non-inscrit.
- Non-votants : RPR, UDF, Centristes et 10 non-inscrits.

**Séance du 16 janvier 1991  
INTERVENTION DE LA FRANCE  
DANS LA GUERRE DU GOLFE**

- Pour l'adoption : 523.
- Contre : 43 (dont 26 communistes).

**Séance du 19 novembre 1990  
MOTION DE CENSURE  
SUR CONTRIBUTION SOCIALE  
GÉNÉRALISÉE (CSG)**

- Majorité requise : 289.
- Pour l'adoption : 284 (dont les 25 voix du groupe communiste).

**Séance du 1<sup>er</sup> juin 1992  
MOTION DE CENSURE SUR LA  
POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**  
- Majorité requise : 289.  
- Pour l'adoption : 286 (dont les 25 voix du groupe communiste).

**Séance du 28 juin 1990  
PROPOSITION DE LOI CONTRE  
LE RACISME, L'ANTISÉMITISME  
ET LA XÉNOPHOBIE  
(Loi Gayssot)**  
- Pour l'adoption : 308 (PC + PS + 11 non-inscrits).  
- Contre : 265 (RPR + UDF + Centristes + 11 non-inscrits).

**Séance du 11 décembre 1989  
AMENDEMENT COMMUNISTE  
SUR LA RÉDUCTION DU TRAVAIL  
A 35 H/SEMAINE**  
- Pour l'adoption : 27 (communistes + 1 non-inscrit).  
- Contre : 544 (PS + RPR + UDF + UDC + non-inscrits ; les fervents du « partage du travail »).

**Séance décembre 1992  
DEUX AMENDEMENTS D'INITIATIVE  
COMMUNISTE PORTANT**  
- L'un sur la procédure de licenciement rendue « nulle et de nul effet » tant qu'un plan visant au reclassement des salariés s'intégrant au plan social n'est pas présenté.  
- L'autre sur la création d'une commission départementale chargée de contrôler l'utilisation des fonds publics **ont été adoptés** (majorité PS + PCF).